

## PROBLEMES QUE PRESENTE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE CULTUREL IMMOBILIER EN ESPAGNE

La Direction de MONUMENTUM a bien voulu charger le Comité National espagnol de l'ICOMOS, de fournir les textes et l'iconographie d'un numéro consacré aux problèmes que pose à présent la conservation du patrimoine culturel immobilier en Espagne, sujet qui devrait être étudié dans ses nombreux aspects d'une façon systématique.

Avec cette idée de base, ce numéro pourrait constituer le prélude à la publication d'autres numéros dédiés aux différents pays, à des régions, à des cultures, etc.

Le schéma du numéro que nous avons rédigé, veut traiter donc spécifiquement des problèmes les plus importants de la CONSERVATION, à proprement parler d'un SITE URBAIN (la place du village de *Chinchón*) et d'un MONUMENT (Château de *Segura de la Sierra*), de la MISE EN VALEUR d'un MONUMENT (le château de l'*Almudaina* à Palma de Majorque), de la REANIMATION d'un monument (le *Parador* dans l'ancien hôpital des pèlerins à *Guadalupe*), de l'ENTRETIEN d'un monument (nettoyage de l'intérieur de la *Cathédrale de Barcelone*), et de la CONSERVATION ET MISE EN VALEUR d'un SITE ARCHEOLOGIQUE (la ville ibérique fortifiée d'*Ullastret*).

Je ne veux pas commencer par le topique de la richesse du patrimoine culturel de l'Espagne. Quel est le pays de l'Europe, du monde entier presque, qui n'a pas quantité de monuments, de sites, de valeurs culturelles dignes d'être conservés ? Et ces valeurs culturelles, dans certaines aires géographiques comme celle du bassin méditerranéen, ou comme le Proche-Orient, sont plus concentrées.

Mais ceci pose une question de principe : celle de ce que nous devons nous faire à l'idée de considérer le patrimoine culturel — mobilier ou immobilier — des peuples, non comme une propriété d'un pays, mais comme un bien commun, un élément de l'héritage culturel de l'humanité.

On peut répondre, peut-être, par ce principe de la propriété commune supranationale, des monuments et des sites; le mot « héritage » perd alors son sens de chose qui nous appartient, créée par nos ancêtres.

Et pourtant, l'essence d'un bien culturel reste liée, plus ou moins, à une ou à plusieurs communautés qui l'ont créé. Cela rendrait licite un certain orgueil des successeurs et des descendants de cette communauté. Mais, ce qui est plus important, se trouve à la base du principe de la conservation des biens dans leurs lieux d'origine, lieux qui constituent en même temps leur cadre historique et ambiant.

Ce fait détermine aussi la responsabilité directe de la communauté qui possède actuellement cet héritage sur sa conservation. Et cela, pour les valeurs qui sont dues à la main de l'homme, comme pour celles de la nature. Mais la menace qui pèse aujourd'hui sur ces valeurs est trop lourde, trop puissante, par rapport aux moyens économiques, légaux et sociaux et aux instruments de protection de la plupart des pays. Et comme l'union fait la force, la coopération internationale des forces de l'esprit, des forces de la culture, devient tout à fait indispensable. Voilà notre tâche, la tâche de l'ICOMOS.

## CONSIDERATIONS SUR LES PROBLEMES SPECIFIQUES QUE POSE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE CULTUREL EN ESPAGNE

### *La sauvegarde des sites*

Pour les sites, soit naturels, soit urbains ou mixtes, les problèmes les plus graves viennent, comme presque partout, de l'expansion démographique et économique, et des phénomènes dérivés : concentration urbaine, industrialisation, etc.

L'expansion démographique en Espagne, où la densité de la population reste pour le moment assez basse comparée à celle de beaucoup de pays, ne poserait pas de problèmes urgents sans la concentration urbaine et sans "l'immigration" touristique.

La réponse au défi de la concentration serait l'urbanisme et l'aménagement du territoire, la planification préalable et correcte. Mais, hélas, cette réponse a échoué pendant les vingt dernières années. Le développement trop rapide, d'un côté, la puissance des groupes de pression, d'un autre, figurent parmi les causes de cet échec. Il s'agit d'une crise de croissance que des remèdes n'ont pas réussi à maîtriser. Dans la course entre le dévelop-

pement matériel, l'urbanisation, la construction, l'arrivée massive des vagues de touristes et la planification, celle-ci est toujours en retard.

Ce fait, comme celui de la destruction accomplie des plus beaux sites naturels et mixtes des côtes méditerranéennes par les nouvelles urbanisations, même et principalement dans les secteurs portant la *dénomination touristique* « Costa Brava », « Costa de Azahar », « Costa del Sol », ou aux Iles Baléares, signifie une crise grave pour l'urbanisme.

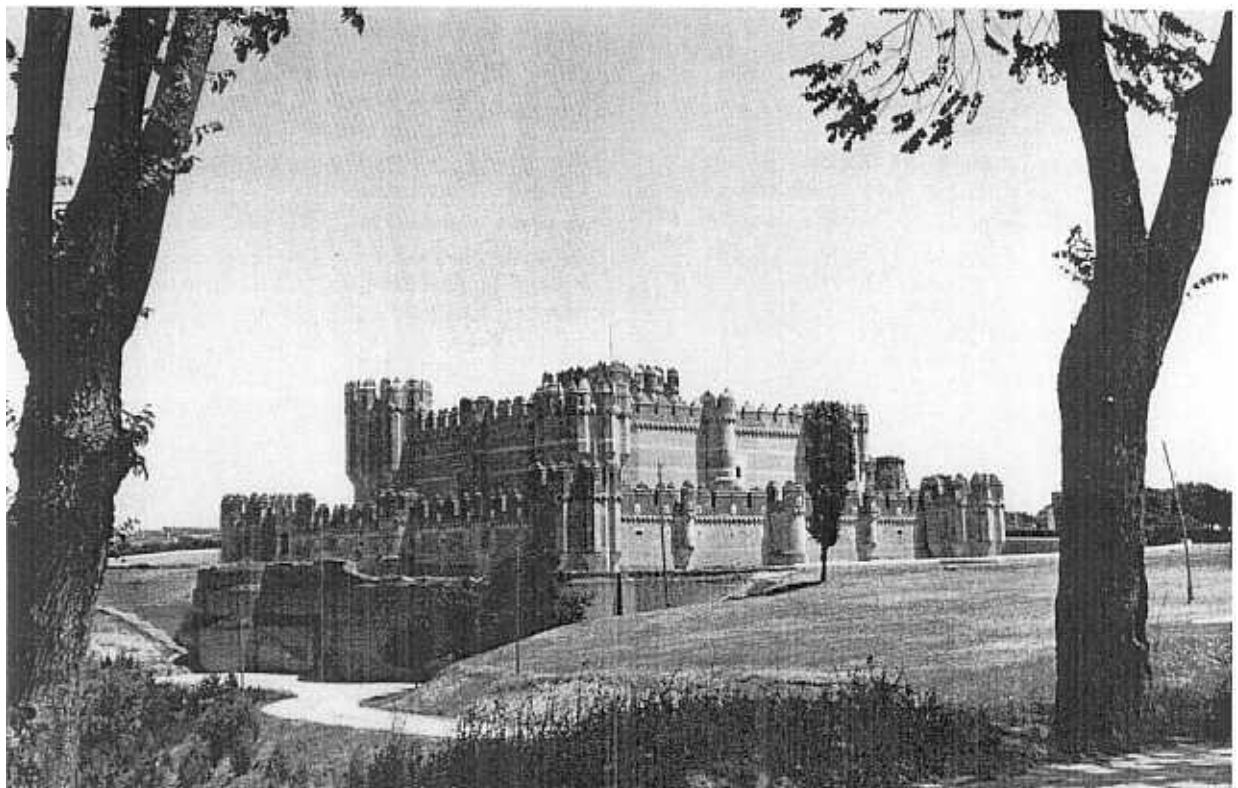
Quelles sont les causes de cette crise ? Cela vaudrait la peine de les analyser.

L'Aménagement du Territoire, en Espagne, a comme base juridique la « Loi sur le Régime du Sol et de l'Aménagement Urbain » de 1956. La Loi, dûment appliquée, serait une loi correcte et efficace, moderne, apte à résoudre les problèmes de l'urbanisme d'aujourd'hui. Mais voici que le texte de la Loi prévoit quelques règlements spéciaux qui, après quinze années, n'ont jamais été rédigés. A qui la faute de ce retard ? On est tenté de l'attribuer à la pression des groupes intéressés, au désordre, au laisser-faire urbanistique.

Aussi grave est encore un certain article, dont la rédaction fut fatalement modifiée au dernier moment par

Fig. 1. — Château de Coca. (Province de Ségovie). xv<sup>e</sup> siècle. L'un des plus beaux monuments du style mudéjar (musulman-chrétien). On y a installé une petite école d'agriculture.

Fig. 1. — Castle of Coca (province of Segovia), 15th century. One of the finest monuments in the mudéjar (Christian-Islamic) style. It now houses a small agricultural college.



les « Cortes » ou Parlement. Cet article, qui devient un véritable « talon d'Achille » pour tous les « urbicides », établit la possibilité légale (?) d'autoriser des « réserves de dispensation », c'est-à-dire des exceptions dans l'application des plans d'aménagement urbain, des ordonnances (par exemple et spécialement celles qui contrôlent les volumes) pour « les bâtiments monumentaux ou singuliers ». Et on interprète, bien entendu, le mot *monumental*, non pas dans le sens que nous lui donnons, mais dans celui de n'importe quelle monstruosité « géniale » de construction nouvelle.

Cela veut dire que pour la conservation des sites, qu'ils soient urbains ou ruraux, la conjoncture est décidément défavorable. Pendant les vingt dernières années, on a contemplé la destruction de sites naturels qui ont perdu leur échelle et leur charme à cause d'un « gratte-ciel » d'une architecture médiocre et stéréotypée. Et on a contemplé comment la silhouette des monuments véritables a été cachée par le béton; et comment l'unité et l'équilibre, le silence des quartiers anciens, ont été détruits.

Cela ne se passe pas, certes, dans tout le pays. Dans beaucoup de villes historiques, grâce principalement à des minorités sensibles dans les pouvoirs locaux qui ont réussi à imposer leur critères, et grâce à l'aide du gouvernement et à l'appui d'une force d'opinion, le visage urbain a été conservé et même amélioré. C'est le cas de Santiago de Compostelle, de Tolède, de Ségovie, de Palma, de Cacères, d'Ubéda, de Ronda, parmi les plus notables.

#### *La conservation des monuments*

La conservation de ce que nous pouvons appeler les « monuments de premier ordre » — le mot n'est pas exact, parce que pour nous, tous les monuments sont de premier ordre — n'est plus un problème. L'Etat, et même l'opinion publique, fort influencée certainement par leur valeur d'attraction touristique, se préoccupent de leur conservation et de leur mise en valeur.

Nous présentons ici deux cas, ceux du « nettoyage » de la cathédrale de Barcelone et du dégagement de l'ancien château des Rois de Majorque, qui constituent des réalisations où la pression d'une opinion publique « mentalisée » vers la beauté et la culture, a été décisive.

Mais le cas est différent lorsqu'il s'agit de monuments moins spectaculaires, et plus encore de monuments qui, dépourvus d'une valeur remarquable en elle-même, sont importants seulement par leur intégration dans des ensembles.

#### *Les sites archéologiques*

Le problème ici, comme partout ailleurs, est la destruction rapide, presque instantanée et inévitable, des gisements cachés, inconnus, due à l'exécution de grands travaux publics, spécialement d'autoroutes.

Quand il s'agit de monuments ou de gisements connus — on en trouve, en même temps, dans la région —

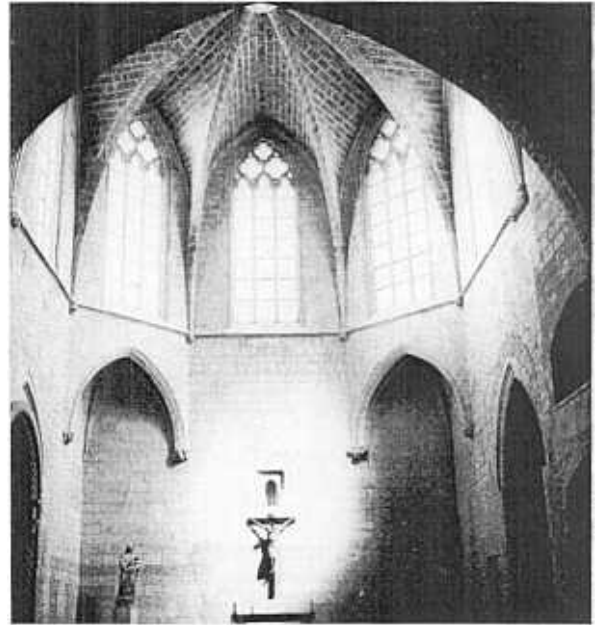
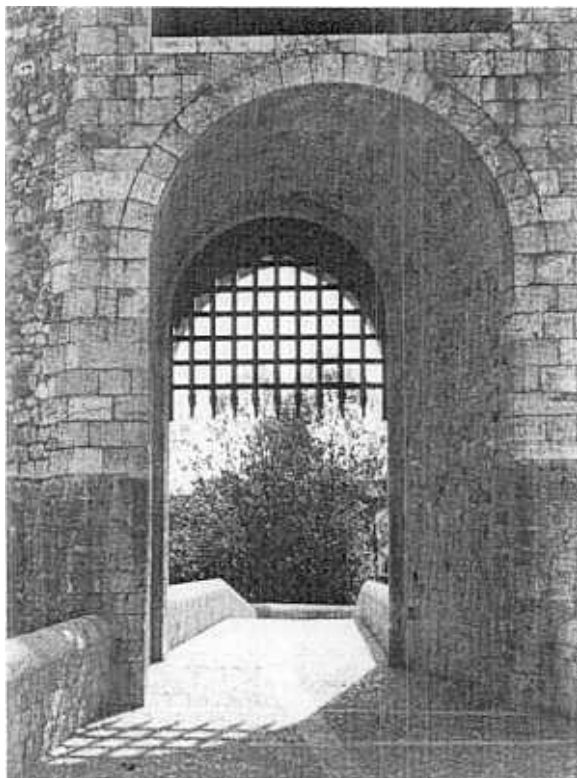


Fig. 2. — Eglise de Sainte-Marguerite à Palma (de 1240 au début du xiv<sup>e</sup> siècle). Le chevet, qu'on voit sur la photo, est du xiv<sup>e</sup> siècle. Utilisée pendant plus de cent ans comme magasin du génie, on y avait bâti trois niveaux dans la nef. La restauration par le Commissariat du Patrimoine Artistique National en fut terminée en 1969.

Fig. 2. — Church of Santa Margarita, Palma, (1240 to beginning of 14th century). The chevet to be seen on the photograph is 14th-century. Used for over a century as a depot for military engineering supplies, with three extra floors built for the purpose inside the nave. The restoration work, carried out by the Commissariat for the National Artistic Heritage, was finished in 1969.

et qu'il est des personnes intéressées et des techniciens capables de diriger les fouilles, on donne la possibilité d'explorer les gisements, malheureusement trop rapidement, aux frais de l'organisme qui exécute les travaux. Ceci a été le cas, à Majorque, très récemment avec une nouvelle piste de l'aéroport de San Juan, qui affectait un site archéologique (âge du bronze jusqu'à l'époque romaine); dans ce cas, on a eu le temps de fouiller, presque avec la même vélocité que le *bulldozer*, de fabriquer des maquettes des monuments mégalithiques qui allaient disparaître, et même, d'en transporter et en reconstruire quelques-uns.

En tout cas, la sauvegarde des gisements archéologiques n'est pas un problème d'argent, mais principalement de manque de spécialistes pour diriger les travaux. Le nombre d'étudiants universitaires dans les facultés et dans les branches humaines représente moins de 10 % du total, la plupart sont des jeunes filles ou jeunes dames. Ceci veut-il dire que dans l'avenir, l'archéologie deviendra une activité féminine ? Cela n'irait pas si mal.



### *Archéologie médiévale*

L'héritage médiéval de l'Espagne pose aussi un problème qui, d'ailleurs, n'est pas un problème exclusif : celui de l'archéologie médiévale avec ses techniques qui sont différentes de celles de l'archéologie préhistorique ou « ancienne ».

Les monuments médiévaux *vivants*, voire les cathédrales ou certains châteaux, ne sont pas ici en cause. Il s'agit précisément des monuments en ruines, par exemple des monastères abandonnés ou des châteaux-forts en ruines, qui sont très nombreux chez nous. Et aussi, des villages médiévaux qui ne sont plus habités.

On doit parler dans la plupart de ces cas, de *conservation* et non de *restauration*, même quand il devient nécessaire ou convenable (et à mon avis orthodoxe) de reconstruire un mur ou une tour en entier, même avec une voûte, avec les pierres anciennes tombées au pied ou dans le fossé. Cela peut se justifier pour des raisons de stabilité, ou de conservation d'une silhouette historique dans le cadre naturel.

Ces opérations tombent normalement dans le domaine ou sous la responsabilité de l'architecte, mais d'un architecte spécialisé et « mentalisé » dans les critères de l'archéologie, une « archéologie architectonique » dont les procédés n'ont pas encore été systématisés. Les mots « archéologie médiévale » ne sont pas tout à fait propres et on pourrait parler plus justement d'« archéologie monumentale », où certaines des techniques comme celles du quadrillage de la stratigraphie, de la datation par la céramique, sont rarement applicables et doivent être remplacées par des techniques nouvelles.

### *L'action gouvernementale*

L'Etat et, à un degré moindre, les pouvoirs locaux, comme on l'a déjà dit, se préoccupent de plus en plus de la conservation des monuments les plus importants et les plus célèbres. Il existe encore, certainement, dans le pays, des dizaines de grands monastères abandonnés,

Fig. 3. — Un petit monument rural. Eglise romane du XI<sup>e</sup> siècle à Coll de Nargo (province de Lérida) restaurée par le Commissariat du Patrimoine Artistique National (architecte-restaurateur : Alejandro Ferrant).

Fig. 4. — Le pont roman fortifié à Besalu. Restauré par la Direction Générale d'architecture (architecte : Francisco Pons-Sorolla). Détail de la porte de la tour sur le pont.

Fig. 3. — A small country church. Romanesque church (11th-century) at Coll De Nargo (province of Lérida), restored by the Commissariat for the National Artistic Heritage (architect-restorer : Alejandro Ferrant).

Fig. 4. — The fortified romaneseque bridge at Besalu. Restored by the General Directorate of Architecture (architect : Francisco Pons-Sorolla). Detail of the door to the tower located on the bridge.

de grands châteaux, d'anciens palais, en état de ruine avancée; mais il est vrai aussi qu'il ne se passe pas une année au cours de laquelle la restauration de quelques-uns de ces monuments ne soit commencée.

Le Ministère de l'Éducation et de la Science d'un côté, à travers le Commissariat Général du Patrimoine Artistique et la Direction Générale des Beaux-Arts, développe annuellement un programme de conservation et de restauration des monuments, et se rend responsable de la conservation des ensembles classés. Pas toujours efficacement, parce que les groupes de pression économique, animés peut-être par certains pouvoirs locaux, utilisant la méthode des faits accomplis, sont plus puissants que les lois.

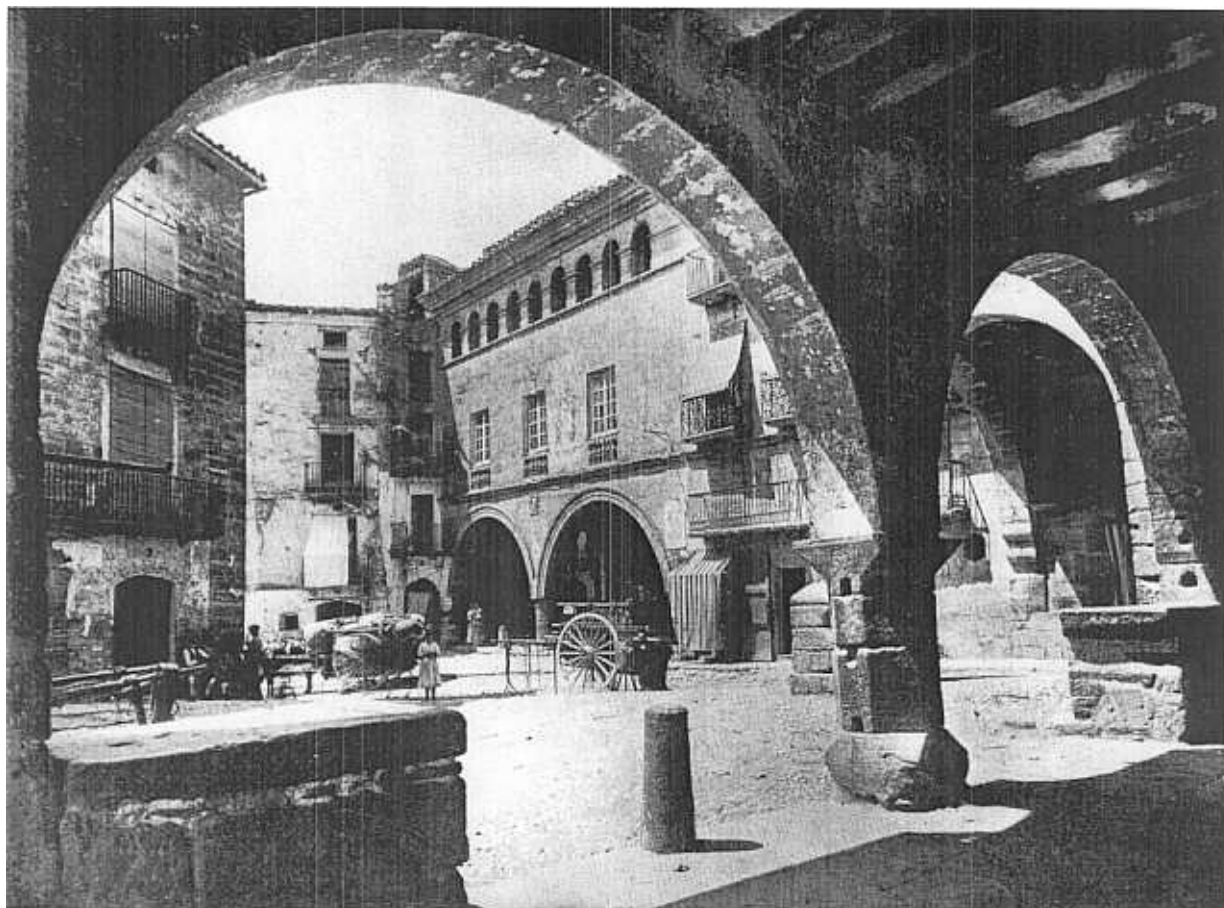
Le Ministère de l'Habitat, de son côté, à travers la Direction Générale de l'Architecture et son Service de Conservation des Villes anciennes, a à son crédit la mise en valeur, très réussie d'ailleurs, de nombreux sites urbains monumentaux (la place de Chinchon en est un exemple) et des abords de certains grands monuments.

Le Ministère de l'Information et du Tourisme, finalement, est en train de développer un programme pour revitaliser, comme *paradores*, c'est-à-dire, comme hôtels de voyageurs, nombre d'anciens monuments. Châteaux (*Oropesa, Benavente, Jarandilla, Jaen...*), monastères (*San Marcos à Leon, Mérida...*), palais (*Ubéda, Zamora...*), hôpitaux médiévaux (*Santo Domingo de la Calzada, Guadalupe...*), etc., en font partie.

Ceci concerne les monuments en eux-mêmes. Mais pour leur cadre, c'est différent. Lorsque les monuments sont situés dans le milieu urbain, leur cadre a été fréquemment abîmé par les monstres de la spéculation, quelquefois avec la complicité des Conseils municipaux. Cathédrales comme celle de Malaga; restes insignes de fortifications urbaines, d'époque romaine à Lugo, médiévale à Léon; amphithéâtres comme celui de Tarragone, ont vu cacher leur beauté ou minimiser leur échelle par les maladresses d'énormes bâtiments modernes sans caractère.

Fig. 5. — Calacéite (province de Téruel). Place du village.

Fig. 5. — Calaceite (province of Teruel). The village square.



### *Notre espoir est dans la participation*

Ce qui nous permet d'être optimistes en face du grave problème de la destruction des sites, est le fait d'une « mentalisation » croissante de l'opinion publique dans l'appréciation des valeurs culturelles immobilières, et en même temps, de la nécessité de respecter celles de la nature.

On peut placer des espoirs dans l'efficacité d'une participation plus active à la tâche de sauvegarde de l'environnement culturel, aussi vitale pour l'homme que son environnement physique.

Le rôle en Espagne de certaines institutions parastatales est dans ce sens de plus en plus efficace. C'est le cas par exemple des « Colegios » ou associations officielles professionnelles et spécialement de celles des architectes. Etant institutions de droit privé, mais obligatoires pour l'exercice de la profession, elles ont aujourd'hui une remarquable mission culturelle, dont l'importance vient du fait de posséder un système de contrôle urbanistique complétant celui, trop irrégulier, des pouvoirs locaux.

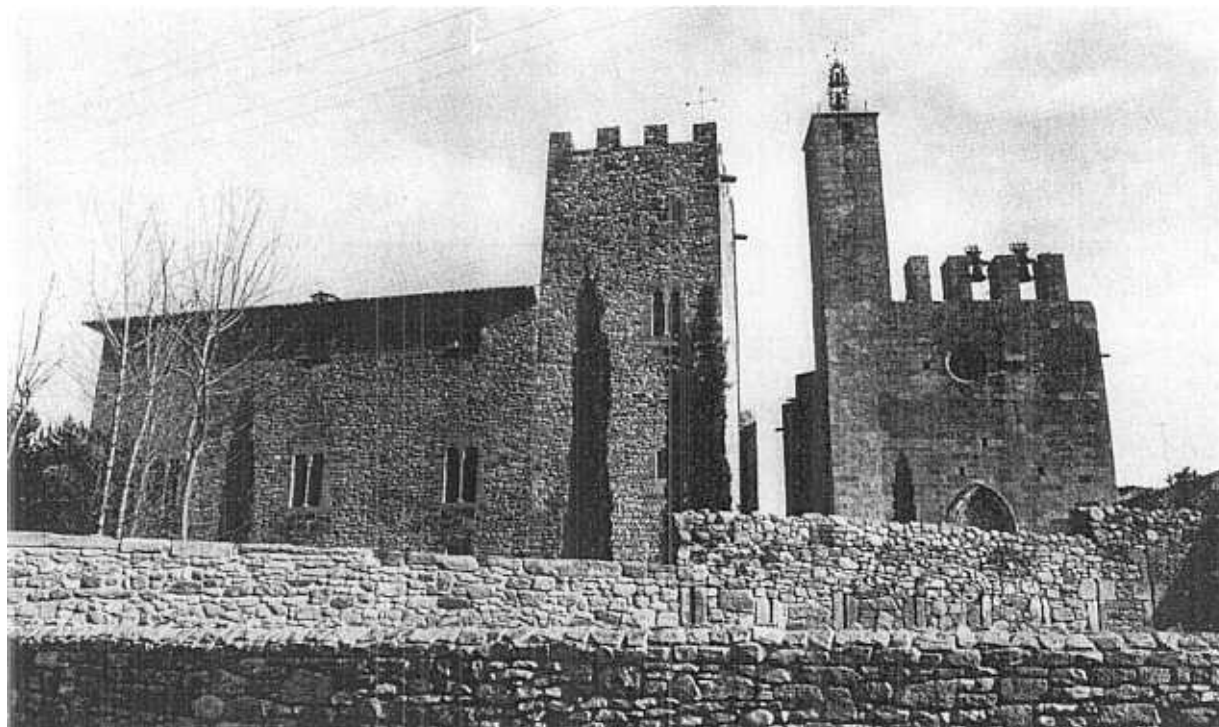
Fig. 6. — Les châteaux forts conservés par leurs propriétaires. Château de Vulpellach (province de Gérone). Dégagé des constructions parasites et restauré aux frais de son propriétaire, Monsieur Valls Taberner, qui appartient d'ailleurs à une famille d'historiens catalans illustres. Aucun but utilitaire, dans ce cas, et moins encore économique; seulement un service volontaire au pays et à la culture.

On doit remarquer, en dernier lieu, l'action de certaines institutions privées reflétant l'opinion publique, dont l'influence devient plus positive de jour en jour. Parmi ces institutions, l'« Association des Amis des Châteaux », créée jadis pour mener une action de sauvegarde des châteaux forts, mais qui en fait, travaille pour porter dans tous les coins du pays, même les plus lointains et les plus oubliés, où existent les ruines d'un château (à travers tout le pays, puisque le nombre inventorié en arrive presque à 6.000), son message de culture et d'affection pour les vieilles pierres, ou encore, la création des *grupos locales*, c'est-à-dire des groupes *pro-loco* dans les petits villages et bourgades. Ces mêmes personnes qui, quelques années auparavant, utilisaient les pierres de taille pour paver les rues, travaillent volontiers aujourd'hui à la restauration du château.

Gabriel ALOMAR

Président du Comité National Espagnol

Fig. 6. — Castles restored by their owners. Castle of Vulpellach (province of Gerona). Removal of unsightly outbuildings and restoration carried out at the expense of the owner, Mr. Valls Taberner (incidentally a member of a distinguished family of Catalan historians). The restoration work was in this case not intended to serve any utilitarian purpose, and certainly no mercenary end; it was undertaken purely as a voluntary and patriotic contribution to the cause of culture.



## PROBLEMS ARISING IN CONNECTION WITH THE CONSERVATION OF THE SPANISH CULTURAL HERITAGE OF MONUMENTS

*The Editors of MONUMENTUM have been kind enough to ask the Spanish National Committee of ICOMOS to provide the texts and illustrations for an issue dealing systematically with the various aspects of the problems arising at the present day in connection with the conservation of the Spanish cultural heritage of monuments.*

*An issue on these lines could well pave the way for future numbers covering other countries, regions, or cultures. Hence in planning its contents we have set out to deal specifically with the most important problems arising under a certain number of headings. We have thus covered conservation as such in the case of an urban site (the main square in Chinchon) and of a monument (the Castle of Segura de la Sierra), the enhancement of a monument (the Castle of the Almudaina, in Palma de Majorca), the revitalization of a monument (the guest-house opened in the former pilgrims' hospital at Guadalupe), the upkeep of a monument (the cleaning of the interior of Barcelona Cathedral), and the conservation and enhancement of an archaeological site (the Iberian oppidum of Ullastret). I do not wish to start by talking about the richness of the cultural heritage of Spain. What country in Europe — one might almost say: what country in the world — has not large numbers of monuments, sites or other cultural treasures worth preserving? Indeed, in certain geographical areas such as the Mediterranean Basin or the Near East the concentration of such treasures is particularly dense.*

*But this raises a question of principle — the principle that we must accustom ourselves to considering the cultural heritage — movable or immovable — of the different nations not as the property of single countries but as a possession held in common, a part of the natural heritage of mankind as a whole.*

*It might perhaps be objected that this conception of monuments and sites as common and internationally-held property deprives the word "heritage" of its significance as something which is ours because our ancestors created it. Yet a piece of cultural property is in its very essence inseparable from the community — or communities — which made it, and this indeed legitimates a certain pride on the part of the heirs and descendants of that community. More important, though, than such considerations is the fact that the place of origin of the property is at the same time its true historical and environmental setting, and this it is which explains the principle that this place of origin*

*is also the one where the property must be preserved. For this same reason the community at present possessing such a heritage has the direct responsibility for its conservation; and this is true alike of natural beauty spots and of the work of men's hands.*

*However, the threat to all this wealth of possessions is today too grave, too powerful, to be countered by existent economic, legal and social procedures, or by the methods of protection available in the majority of countries. Hence, since our strength lies in our union, international cooperation on the spiritual and cultural levels becomes absolutely essential, and here lies our task as members of ICOMOS.*

### SPECIFIC PROBLEMS RELATING TO CONSERVATION IN SPAIN

#### Protection of sites

*In the case of sites, whether natural, urban or of mixed character, the most serious problems arise, as nearly everywhere, out of population increases and such corollaries of these as urban concentration, industrialization and the rest.*

*In Spain, where population density remains low as compared with many other countries, the problem would not be an urgent one were it not for excessive crowding in the towns and for the influx of tourists.*

*The answer to the challenge of urban concentration would normally be appropriate and timely town-planning and regional planning programmes. But this solution has unfortunately proved unsuccessful during these last twenty years, for reasons which include over-rapid development on the one hand and the influence of pressure-groups on the other. What we are faced with are growth ailments whose progress has not been arrested by remedial action. In the race between planning and that material progress which brings with it the growth of towns, building development and the wholesale tourist invasion, it is planning which invariably gets left behind.*

*Meanwhile, the expansion of built-up areas has already succeeded in destroying the finest natural or partly man-made sites on the Mediterranean. The sectors worst affected have been in fact the Costa Brava, the Costa de Azahar and the Costa del Sol — which take their very names from their vocation as tourist resorts — and the Balearic Islands. And so we find ourselves faced with a grave town-planning crisis.*

What, we may ask, are the causes of this crisis? We would do well to examine them here.

Regional planning, in Spain, has as its legal basis the law instituted in 1956 on Land-Ownership and Urban Planning. If this law had been correctly applied, it would have shown itself to be appropriate, effective, up-to-date and capable of solving present-day town-planning problems. The trouble is that it provides for a certain number of special regulations, and these, though more than fifteen years have elapsed, have yet to be drawn up. Who is responsible for the delay? One is tempted to accuse the pressure-groups whose interests lie in the direction of chaotic urban development and laissez-faire.

No less pernicious is one particular clause whose wording was fatally amended by the Cortès at the last moment. This clause, which, for the "destroyers of towns", serves as a convenient Achilles' heel, makes it "legally" possible to approve "areas of special dispensation" — or in other words exemption from town-planning regulations or bye-laws, particularly those regarding scale and proportion — in the case of what are termed "monumental or unusual buildings". The word "monumental" is naturally taken here to mean, not what we ourselves understand by it, but any recent monstrosity purporting to be a work of genius.

The situation with regard to the conservation of sites, whether urban or rural, is thus decidedly unfavourable. During the last twenty years, we have witnessed the spoiling of natural sites, robbed of their charm and their proportions by the presence of unprepossessing and stereotyped skyscrapers. And we have seen how at the same time genuine monuments have had their forms concealed behind expanses of concrete and how the unity, harmony and silence of ancient quarters has been destroyed.

It is true that this is not happening in all parts of the country. There are a great many ancient towns where more sensitive minority opinion has prevailed and has persuaded the majority on the local council to adopt its criteria, so that, with government aid and the support of one sector of public opinion, the landscape has been preserved or even improved. This has occurred in Santiago de Compostela, Toledo, Segovia, Palma, Cáceres, Úbeda, and Ronda, to name some of the most outstanding examples.

#### The conservation of monuments

The conservation of what we may call "monuments of the first order" — in reality a misnomer, since for us all monuments belong to the first order — no longer presents a problem. Both the State and public opinion — the latter certainly influenced by their value as tourist attractions — see to it that such monuments are duly conserved and enhanced.

Among the cases described in this issue are two — the leaning of Barcelona Cathedral and the restoration to its original form of the Castle of the Kings of Majorca

— which are instances of the way in which the pressure of a public opinion rendered sensitive to beauty and culture may be decisive.

But the position is different when it comes to less spectacular monuments, and different again where the monument has no exceptional value in itself and is important merely as an integral part of some larger whole.

#### Archaeological sites

The problem, here as everywhere else, is that of the rapid, and in fact almost instantaneous and inevitable, destruction of hidden and unsuspected archaeological strata in the course of the building of motorways and other such major engineering works.

In the case of monuments or strata whose existence is known, provided local people are interested and technicians capable of directing the excavations are available, facilities for exploring the site — albeit too summarily — are granted at the expense of the authority in charge of the work. This was very recently the case in Majorca, where a new runway planned for the San Juan airport impinged on an archaeological site (Bronze Age up to Roman times); in this instance there was time to excavate — with the bulldozers almost keeping pace with the spades — and to make small-size models of the megalithic monuments doomed to disappear; one of these was in fact removed and reconstructed elsewhere.

The rescue of archaeological finds is in any case a problem not of finance but primarily of experts to supervise the work. The number of university students in the faculties studying the human sciences represents less than 10 % of the total, and most of these are girls or young women. Are we to deduce that archaeology in future — and this would not be a bad thing — is to be primarily a feminine activity?

#### Mediaeval archaeology

The mediaeval heritage of Spain also raises — among others — one particular problem: mediaeval archaeology involves techniques unlike those used in classical or prehistoric archaeology.

We are not concerned here with monuments such as cathedrals or some of the castles, which may be termed "live" buildings; the problem is that of monuments in ruins, such, for example, as derelict monasteries or our many ruined castles, or mediaeval villages whose population has abandoned them.

In most of these cases we must speak of conservation and not restoration, even where it has been necessary or appropriate — and in my opinion the orthodox thing to do — to rebuild a wall, or a whole tower, or even a vault, out of the original stones picked up on the ground or perhaps found in the moat. Such measures may be justifiable for reasons of stability, or for the sake of conserving a historic outline within its natural setting.



Such operations normally belong to the architect's sphere of action or of responsibility, but he must be an architect who has specialized in archaeology and is sensitive to the criteria of an "architectural" archaeology, the code of practice for which has yet to be drawn up. The expression "mediaeval archaeology" is not really quite correct, and it would be more accurate to speak of "archaeology of monuments", for it can rarely make use of such techniques as squaring-up of the site, stratigraphy, or dating by means of sherds, and new and different methods must be found.

#### Government action

The State, and to a lesser extent the local authorities, are taking, as we have already said, an increasing interest in the conservation of the greater and better-known monuments. There certainly still exist in the country dozens of great abandoned monasteries and great castles and ancient palaces in an advanced state of decay; but it is also certain that not a year goes by without work being initiated on several more of those which were awaiting their turn.

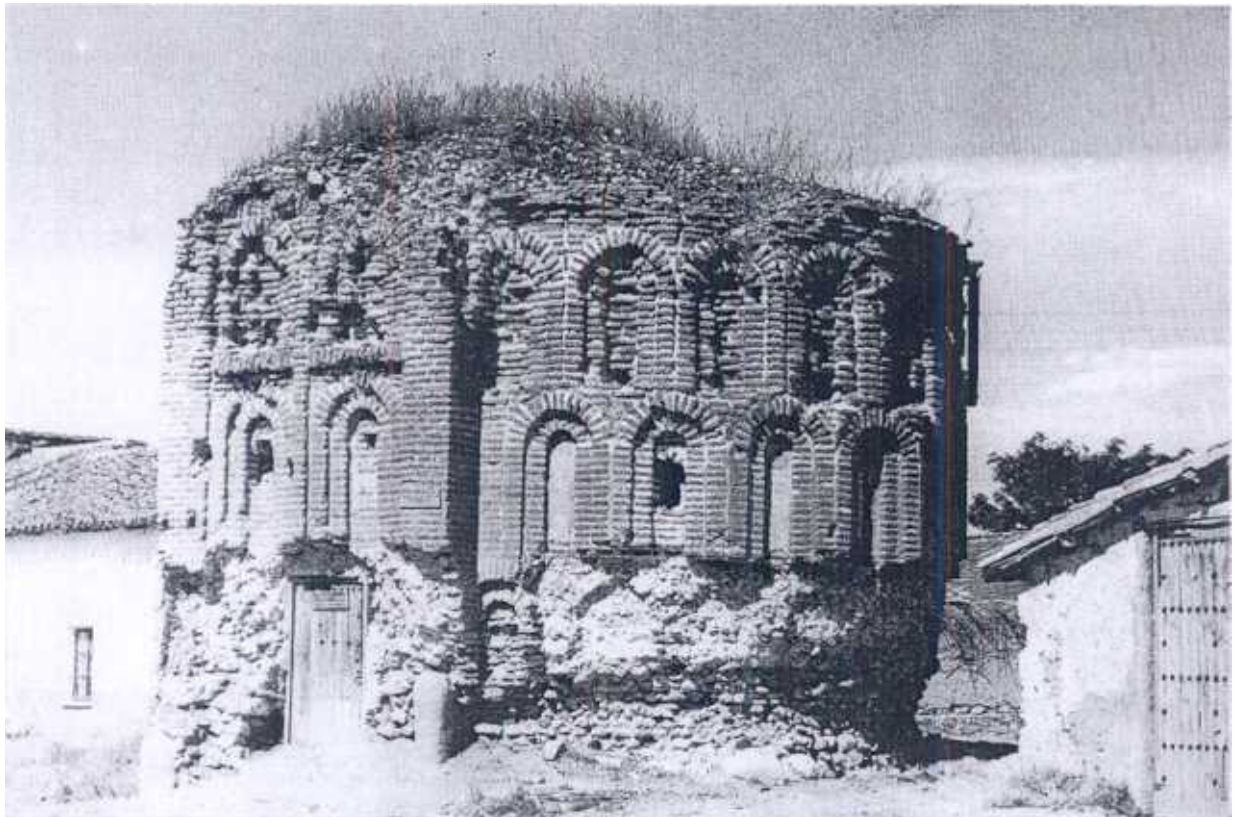
Fig. 7. — Monuments requiring consolidation and enhancement. Remains of the chevet of a "brick romanesque" (13th-century) church in the small village of Talamanca (province of Madrid).

There is, first of all, the Ministry of Education and Science, which, acting through the General Commissariat for the Artistic Heritage and the General Directorate of Fine Arts, has its annual conservation and restoration programme and makes itself responsible for the conservation of scheduled sites. Its action is not always effective, owing to opposition from economic pressure-groups — prompted perhaps in some cases by certain local authorities — which contrive, by getting in first, to override the law.

Secondly, there is the Ministry of Housing, which is to be given the credit for having, through the General Directorate for Architecture and the department of the latter for the conservation of ancient towns, most successfully renovated a large number of urban sites of architectural interest (such as the main square in Chinchon, for example) and the immediate settings of certain major monuments.

Lastly, there is the Ministry of Information and Tourism, which is at present implementing a programme for revitalizing ancient buildings by converting them into paradores, or tourist guest-houses. The buildings so

Fig. 7. — Les monuments qu'on devra consolider et mettre en valeur. Restes du chevet d'une église « romane en brique » (XIII<sup>e</sup> siècle) dans le petit village de Talamanca (province de Madrid).



converted include castles (Oropesa, Benavente, Jaramilla, Jaén), monasteries (San Marcos in Leon, Mérida), palaces (Úbeda, Zamora), mediaeval hospitals (Santo Domingo de la Calzada, Guadalupe), etc.

So much for the monuments themselves. Their settings are another matter. Where a monument is located in urban surroundings, its setting will frequently have been spoiled by the monstrosities of the speculators — sometimes with the connivance of the local Council. Cathedra's like that at Málaga, remarkable remains of fortified town walls, of the Roman period as at Lugo, or of the Middle Ages as at Leon, amphitheatres like the one at Tarragona, have had their beauties concealed or their scale reduced by clumsily designed and characterless modern buildings of immense proportions.

Active support from the public as a reason for optimism

*If we are optimistic in the face of this serious problem of the destruction of sites, this is because of the growing awareness of public opinion with regard to buildings as cultural treasures and to the need to preserve beauty spots.*

*Hope may be placed in the effectiveness of a more active participation in the task of rescuing the cultural environment, which is as vital for man as his physical surroundings.*

*In Spain certain semi-public institutions are playing an increasingly effective part in this connection. Among these are the Colégios, or official professional associa-*

*tions, including, in particular, that of the architects. Though this, like the rest, enjoys the status of a private body, membership is compulsory for the exercise of the profession; hence it has an exceptionally important task to perform at the present day, by virtue of its influence on town-planning, where it fills the gaps left by the insufficiently complete system of control exerted by the local authorities.*

*Attention should be drawn, last of all, to certain private institutions which are vehicles for the expression of public opinion, and whose influence grows more effective from day to day. One of these is the Association of Friends of Castles, originally founded for the specific purpose of preserving castles, but which in practice strives to carry its message of culture and its love for ancient ruins into all parts of the country, including even the most outlying and forsaken spots where the remains of a castle exist; its activity covers the entire country, for the number of castles it has inventoried now totals nearly 6,000. There have, further, been set up the grupos locales or local branches, in the smaller villages and country towns. So that the very same people who a few years ago were using its ashlar blocks to pave their streets are today voluntarily setting to work to restore their local castle.*

*Gabriel ALOMAR*

*Chairman of the Spanish National  
Committee of ICOMOS*